

# QUEST apl information

Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...

Aliments **VERRIER** : La seule nourriture  
pour animaux qui vous économise l'abattoir!

p 16



129

23 Février

ABONNEMENT  
12 NUMEROS  
15,00 fr.

1,50 F

APL - 29 RUE JEAN JAURES 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73. 82. 48

DIR. M. CLAVEL

IMP. SPE. APL

apl : périodique nantes cccap 54701

apl : périodique nantes cccap 54701

# au menu cette semaine...

## Luttes Ouvrières

Page 2: SOCAE : une semaine de conflit..

Page 3: SOCAE suite. Michelin Vannes

Page 4: Tréfinétaux: non aux licenciements!. Cartonages de l'Ouest.

Page 5: victoire des travailleurs de la SOVAP

Page 6: chômage croissant dans les Mauges (Duvil)

Pge 7: luttes ouvrières en bref...

## 2° bureau APL

Pages 8 et 9 : Médecins flics...

## Luttes paysannes

Page 10: réflexions sur la ligne politique du mouvement paysans travailleurs

Pages 11 à 14: réflexions suite...

Page 15: réflexions suite et fin. EPINAL: ILS ONT TUE

Page 16: Aliments à Verrier, aliments avariés, soutenons les éleveurs

Page 17: ERDRE POUR TOUS, pour une reprise de l'action...

## ARMEE

Page 18: procès de "Cité nouvelle" le 1° mars

Page 19: après la marche sur paris....

Page 20: psychiatres et militaires, même rôle, même combat!

## FEMMES

Page 21: aux PTT, les femmes s'organisent...

Page 22: courrier des lecteurs

# CALENDRIER

MARDI 24 FEVRIER- 20 H 30-: réunion à l'appel du CABE pour continuer l'action sur les Bords de l'Erdre- Centre aéré- chemin des Noieries- 44 240-La Chapelle/Erdre

FILM: "L'autre france" (celle des travailleurs immigrés, bidonvilles, chômage...):

Le 24 février - 20 H 30- Ciné Club REZE - MAISON radiouse-

Le 25 février - 19 H 30- Lycée de REZE

Le 26 février - 17 H 30- Lycée Guist'hau Nantes

Le 26 février- 20 H 30- M.J.C. REZE

Film de Ali Ghalem

Meeting de la gauche: PCF, FEN, CGT, CFDT, PSU, MRG. Suite à l'affaire de "démoralisation de l'armée". 18 H 30, Champ de Mars.

JEUDI 26 FEVRIER- 20 H 30- foyer du jeune travailleur- Spectacle, précédé du film:

" LES VIOLONS DANS LES CHAMPS" un reportage sur le festival de musique traditionnelle de ST LAURENT en 1974- J.F. MORANGE et A. FERTIER- 8 Frs et 5 Frs pour les apprentis et les cartes d'abonnement.

## FAIRE UNE INFORMATION SUR LE PORTUGAL ET EN TIRER LES ENSEIGNEMENTS

Nombreux sont les militants qui sont allés au Portugal l'été dernier. Nombreux ceux aussi qui cherchent à savoir ce qui s'est passé là bas, où en est la situation actuelle ? est-ce un échec ? quelles leçons en tirer ?

Plusieurs de ces militants se sont ainsi retrouvés pour mettre en commun ce qu'ils avaient découvert au Portugal en y allant pendant l'été. Ils ont réalisé un montage diapos (50 minutes) destiné à une large information (cantons, quartiers..etc...). Pour se le procurer, s'adresser: au MRJC, 1 rue Lorette de la Refoulais- Tel: 74 19 31 (ou 32)

## UNE SEMAINE DE CONFLIT A LA SOCAE

- filiale du groupe SAE (un des premiers trusts du bâtiment en France), la SOCAE emploie 250 ouvriers sur Nantes et région Ouest dont 85% de travailleurs immigrés dont elle tire le maximum de profit, par une politique de salaire au minima des barèmes imposés, avec travail à la prime, de rendement (de 0 à 500 F).
- en logeant "ses" travailleurs n'ayant pas leurs familles, dans des baraques ALGECO ou en fover SONACOTRA .
- en refusant toute indemnité de déplacement sur les chantiers excentrés.

C'est ainsi, que des travailleurs suivent depuis deux trois ans et plus , parfois les chantiers, SANS AUCUNE INDEMNITE, dans des conditions de vie dégueulasse ( 1 baraque ALGECO de 2m sur 4, pour deux (2) ouvriers, sert de vestiaire, de cuisine, de réfectoire, de chambre et de salle de repos. Les WC et les douches communes ne sont JAMAIS ENTRETENUS et souvent inutilisables).

Déjà déracinés par leur venue en France, la SOCAE leur impose un déracinement perpétuel...

Y'en a ras-le-bol et c'est ce qui nous a soudé dans toute cette lutte, malgré les tentatives de division de la direction et de 2 délégués se réclamant de la CGT.

Après plusieurs réclamations pour des cas individuels (3 chantiers démarrent à l' extérieur à Vannes, à Kerjouano et à Chateaubriant). Les ouvriers décident la grève générale sur les chantiers de Nantes, à l'appel de la section CFDT.

Nos revendications:

- l'indemnité de logement pour TOUS sur la base du loyer du foyer SONACOTRA avec liberté de se loger où nous le désirons.
- l'indemnité de déplacement à 60 F(soixante) pour TOUS sur les chantiers excentrés (elle est de 85 F dans la métallurgie).
- l'aménagement du cantonnement répondant aux normes en vigueur ainsi que leur entretien (là où c'est obligatoire!).

Le mardi 10, après midi, les ouvriers de Nantes à la quasi unanimité sont présents dans les bureaux de la Direction régionale. Le moral est au plus haut, jamais à la SOCAE, on a fait ça!!

Le patron, habile, vient discuter avec les gars, et par son langage adroit, sème la confusion. Parlant aux gars, cas par cas. Vent de panique qui fut vite passé dès que les gars se retrouvent enyre eux.

Le mercredi matin, après avoir fait le tour des chantiers, 80 ouvriers se retrouvent à la Bourse du Travail CFDT où la grève s'organise.

Des piquets de grève sont mis en place pour les chantiers de Nantes, et le délégué CGT avec une dizaine d'ouvriers qui le suivaient, délogés du chantier de la Proue.

Deux voitures partent à Vannes et à Kerjouano pour arrêter les chantiers. Les chantiers sont arrêtés et plusieurs ouvriers descendent dans l'après-midi à Kerjouano.

La grève est dynamique et les ouvriers sont gonflés. La conférence de presse, le jeudi 12 en présence des ouvriers en grève est un réel succès. Les ouvriers parlent des conditions de logement des baraques du SONACOTRA, de l'esclavage :

-"Nous sommes comme des cochons que l'on parque n'importe où!!!..."

-"On a même pas de poubelles ni d'évacuation dans les baraquements, les douches ne marchent pas..."-"C'est pire que DU BETAIL !!!..."

.../...

③

.../...  
Durant tout ce temps la direction refuse toute négociations et ce n'est que le jeudi soir que Gendre (le patron) annonce au téléphone une réunion extraordinaire du CE. Le lundi suivant à onze heures où il précise qu'il fera des propositions.

L'effet dynamique de la grève sur Nantes ne fait pas ses effets sur les chantiers excentrés et les gars plutôt que de rester s'emmerder dans les ALGECO, ont repris le travail. La liaison sera difficile à maintenir et les pressions des chefs ne sont pas contrôlables.

Le lundi les travailleurs sont réunis et attendent la réponse du patron...  
- Organisation de vote par chantier, pour la reprise du travail, refus de négociation.

Les travailleurs présents, 65 environ, votent à l'unanimité moins une voix, la poursuite de la grève et le refus de participer au vote.

Le lendemain, 17 personnes voteront la reprise au chantier de la Proue, et 18 à Rezé. Le délégué CGT sera le premier à aller voter.

A midi, le patron, et 4 de ses bonzes sont présents pour faire repartir et "protéger" les votants...le "piquet de travail", quoi !!! Les chantiers de Nantes déserts jusqu'à ce jour, reprennent à tourner ; c'est le début de la division...

Le poids des chantiers excentrés, qui avaient repris le travail, est lourd. Amidi, pourtant, une équipe partie à Kerjouano nous téléphone pour dire qu'ils sont prêts à repartir en grève totale...IL EST TROP TARD !!!...

Après discussion, les travailleurs en grève, afin de ne pas briser l'unité décident la reprise du travail, pour le lendemain matin... Nous poursuivrons l'action sous d'autres formes.

Pour les travailleurs de la SOCAE, cette lutte a été l'occasion de s'unir et de se battre sur des revendications essentielles qui remettent en cause le type d'exploitation de la main-d'oeuvre étrangère pratiqué à la SOCAE, en même que celle des français qui en subissent les conséquences.

Notre lutte a mis au grand jour, le refus des travailleurs d'être des éternels déplacés selon le bon vouloir du patron, et d'être des parqués, que ce soit en ALGECO, ou en foyer SONACOTRA !!!

CETTE LUTTE NE SERA PAS SANS LENDEMAIN !!

Correspondance APL

## MICHELIN - Vannes

Réunion nationale des délégués CFDT le 14 et 15 Février à Vannes pour établir une plate-forme de revendication commune à toutes les usines MICHELIN (trois usines en grève en Espagne) de France, Angleterre, Allemagne.  
Mercredi 18, menace de licenciement de 3 délégués (2 CGT, 1 CFDT) pour "grave atteinte à la liberté (séquestration du directeur)", la CFDT porte alors plainte pour entrave au libre fonctionnement du Comité d'Entreprise, celui-ci n'ayant pas été convoqué pour cette décision. CGT et CFDT sont décidés à propager l'information sur Clermont-Ferrand et les autres usines du groupe. Debrayage prévu Jeudi prochain à Cholet. Manifestation à Vannes Lundi .

## TREFIMETAUX

## NON AUX LICENCIEMENTS !

En 2 ans, 105 emplois en moins dûs à des départs naturels non-remplacés, des licenciements de personnes de plus de 60 ans bénéficiant de l'accord de 1972 : une aggravation de l'emploi, mais sans licenciements ouverts. Face à cette situation, une certaine démobilisation se constatait chez les ouvriers. Le 13 janvier, la direction annonce le licenciement des jeunes revenant de l'armée : 3 en février, quelques jours plus tard, elle annonce la mutation de 8 professionnels à la production et que de graves menaces pesaient sur l'avenir de l'usine.

Le syndicat CGT dès l'annonce de la non-reprise des soldats décidait de réagir, de mobiliser, d'informer en dépassant le cadre de l'usine.

- Un contact fut pris avec les 3 jeunes revenant de l'armée et une démarche collective des 3 jeunes avec un délégué eut lieu auprès de la direction.
- Un tract dénonçant la détérioration de l'emploi fut distribué au marché de Couëron, Basse-Indre et au CET.
- Un tract dénonçant le sabotage à l'usine sema la panique parmi la maîtrise.
- Enfin, une assemblée générale de 2h avec délégation élargie auprès du directeur eut lieu.

## LA DIRECTION RECOULE

Face à tout cela, la direction, le 18 février, convoque un comité d'entreprise extraordinaire où elle annonce :

- la reprise des 3 jeunes revenant de l'armée
- la mutation d'OS des services non-productifs vers la production au lieu de professionnels
- le licenciement, avec garantie de ressources de l'accord de 1972, des personnes qui auront 57 ans et 8 mois au 31 mai 1976.

Ce recul de la direction, pour les deux premiers points, peut être considéré comme une victoire immédiate. Cependant, sa logique reste la même : diminuer les effectifs. En assemblées générales, le 18 février, les travailleurs ont décidé de maintenir la mobilisation par atelier et d'être prêt à riposter dès que possible.

Des ouvriers de Tréfi.

## CARTONNAGES de l'Ouest

Les grévistes ont obtenu 2,8 % d'augmentation pour tout le personnel (ouvriers bureau). Bien entendu, pour le patron David, l'augmentation des salaires à compter du 1/1/76 n'a rien à voir avec la grève...

Ils ont aussi obtenu ■ l'augmentation des cadences (les chaînes sont passées entre lundi et mercredi de 1 400 boîtes à 1 700 boîtes)

■ une grande division entre grévistes et non-grévistes bien orchestrée par David !

Toutefois, la grève les a amené à ouvrir à 27, une section syndicale CFDT. Bien démarré dans l'usine, leur 1<sup>re</sup> réunion syndicale est annoncée par un tract diffusé devant l'usine. A cette réunion, seuls les non-grévistes se sont retrouvés entre eux, mais toutefois, cette réunion a bien fait parler les autres.

Quand tous les ouvriers seront-ils solidaires ?

## VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DE LA SOVAP

Trois semaines après le début du conflit, les travailleurs de la SOVAP ont repris le travail, avec des avantages appréciables.

En effet, le samedi 14 février 76 a marqué un tournant décisif dans le déroulement du conflit, avec la réunion de la Commission de Conciliation.

### CE QUI A ETE OBTENU

\* Une assurance d'augmentation de salaire sur l'année :

0,40 au 1/2/76

0,30 au 1/7/76

0,30 au 1/10/76

avec révision périodique sous contrôle de l'Inspection du Travail.

\* Réduction d'horaire d' $\frac{1}{2}$  heure au 1/7/76 sans perte de salaire.

\* Indemnisation à 100 % au 1/7/76, accidents du travail et maladies professionnelles.

\* Maintien de la prime d'assiduité en février, et révision des modalités d'application de cette prime.

\* La prime d'ancienneté sera calculée à part sur les bulletins de paye et le mode de calcul sera revu et Juillet et en Octobre.

\* La révision des classifications sera étudiée à partir du 15 mars et entrera en application au plus tard le 1/7/76, sauf meilleures dispositions au plan national.

\* Une avance immédiate de 500 F est consentie, récupérable en 10 mois.

\* Aucune sanction ne sera prise pour faits de grève.

### LA LUTTE POUR LA JUSTICE, C'EST L'AFFAIRE DE TOUS

La combativité des travailleurs de la SOVAP a permis cette victoire. Celle-ci aurait été plus rapide et plus complète si tout le personnel (en particulier les bureaux) avait suivi !...

Les grévistes de la SOVAP remercient tous ceux qui les ont aidés, de près ou de loin, à mener à bien leur conflit.

C'est une victoire de toute la classe ouvrière. Cette lutte doit redonner confiance à tous les hésitants, à tous ceux qui subissent les pressions patronales, et qui n'osent pas s'organiser (...)

Syndicat chimie CFDT Vendée

## CHOMAGE CROISSANT DANS LES MAUGES

A la mi-février, 120 travailleurs des Etablissements DUVIL (usine de chaussures de Velledieu-la-Blouère prus de Cholet) recevaient leur lettre de licenciement.

Dès novembre 74, Savalle, PDG des Etablissements THOMAS-SAVALLE déposait son bilan, malgré les dures conditions qu'il imposait au personnel : cadences, système d'écoute intérieur, embauche au physique pour les secrétaires, excès d'humeurs fréquents, etc...

Plus de 200 personnes (réparties en 2 usines, Velledieu et Clisson) se retrouvaient subitement sans travail. Grâce aux démarches, manifestations, occupations (chambre de commerce de Cholet), des ouvriers avec la section CFDT, l'usine de Clisson (50 ouvriers) fut rachetée par le groupe Karivian et celle de Villedieu reprise avec 120 ouvriers par un patron de l'est.

Puis, il y a quelques mois "une réduction d'effectifs" était subitement annoncée par affichage. Elle se solda finalement par un licenciement collectif à la suite de la démission du PDG Dussoind et de son conseil d'administration.

Les délégués CFDT de l'entreprise refusent alors les licenciement ainsi que "la façon de liquider les emplois". Les ouvriers manifestent à Villedieu et devant la sous-préfecture de Cholet. Mardi dernier (17 février), ils assistent en nombre à une réunion du conseil municipal et demandent à être reçus par la municipalité.

La CFDT annonce que "des actions vont se poursuivre qui laissent à penser à un durcissement car les travailleurs n'accepteront pas que leurs emplois soient ainsi bradés".

Deux fois en un an, les travailleurs ont été victimes de l'imprévoyance et du bon-vouloir patronal, de l'anarchie de la production capitaliste.

D'autre part, les pouvoirs publics notables de la région n'ont rien fait pour préserver et développer l'emploi, diversifier la mono-industrie de la chaussure.

Pire, 12 autres licenciements sont annoncés aux Etablissements SALMON (confection), maire de la commune !... et les ouvriers des Ets MURVIL, autre usine de chaussures sont actuellement en chômage partiel (30 H de travail par semaine).

Pour les travailleurs, la situation est tragique face aux apaisements des patrons et des notables de la région. Beaucoup de travailleurs ont des crédits "sur le dos" et parfois des familles entières sont licenciées. Vu le chômage croissant dans les Mauges, l'issue ne semble possible que par la lutte pour le maintien de l'emploi.

Tous les travailleurs licenciés du Choletais (Perier, Pasquier Frères, Chupin-Perrot, Chupin-Maugienne, Colas, Anjou-Plastic, Salzon, Filatures des Mauges, Tricotage mécanique et Duvil) ont constitué un "comité de chômeurs CFDT" et appellent à un rassemblement des travailleurs le 6 mars à 15 H à Cholet.

# OLYMPIA POUR UNE AUGMENTATION UNIFORME

Les travailleurs d'OLYMPIA (machines de bureau) poursuivent leur grève entamée le 12 Février pour une augmentation uniforme de 300 fr et le réajustement des coefficients. La direction générale adaigné, mais pas pour négocier: elle voulait essayer de faire fonctionner la succursale de Nantes sans grévistes...

## CARNAUD

Remise en cause des avantages acquis par la direction pendant les négociations sur l'accord d'entreprise: augmentations basées sur l'indice INSEE, heures chômées payées à 80 au lieu de 100%, pas de réduction du temps de travail: premier débrayage d'une 1/2 h. à l'appel des organisations syndicales.

## BEGHIN-SAY

Licenciements envisagés à Nantes, d'autres licenciements ont eu lieu déjà ailleurs

## REDDON INCULPATIONS

Faillite dans le bâtiment (Ricordel) 65 licenciements  
Garnier 5 ouvriers sont inculpés à Rennes dont 2 délégués à la suite de la manifestation d'avril pour la défense de l'emploi; Manifestation au Palais de justice encerclé par les CRS (à suivre)

## M CIA (LEROUX ET LOTZ)

Manifestation des métallos CGT mercredi dernier aux portes de la CIA (chaudronnerie) à Nantes pour réclamer la levée du lock-out maintenu depuis plus d'une semaine par la direction malgré les négociations. Les travailleurs luttent pour le paiement des heures perdues et l'indexation des augmentations de salaire sur l'indice CGT.

## SAUNIER-DUVAL

La lutte continue à Saunier-Duval pour le renouvellement de l'accord d'établissement. De nombreux débrayages cette semaine et une deuxième manifestation pour l'augmentation des salaires, la diminution du temps de travail et la réintégration des licenciés du début 75.

## CHANTELLE LA LUTTE CONTINUE

Nouveaux débrayages à Chantelle Nantes. Les travailleuses demandent 40 cts. de l'heure (actuellement le salaire minimum est de 8,05 soit primes comprises 1400F mensuel) Le 13<sup>e</sup> mois et la mensualisation de la prime d'ancienneté, l'heure d'information syndicale et le jour de congé enfant-malade.

A Lorient la grève est totale et les ouvriers occupent l'usine et ont manifesté mardi dernier dans le centre.

## Fougères

230 travailleurs de Reault (qui a déposé son bilan) occupent toujours leur usine et envisagent des ventes sauvages si une solution de reconversion n'intervient rapidement, suite à cette action le front syndical se reconstitue sur la ville pour faire face au millier de licenciements prévus à court terme dans la région.

## COUVERON

Grève des personnels communaux à Coueron depuis le mardi 17 février, les employés ont obtenu satisfaction jeudi soir du maire (Colardin). Notamment la suppression des sanctions, et l'assurance que personne ne sera plus critiqué publiquement et ne subira plus de brimades injustifiées.

## Chomage

La CFDT réclame l'ASSEDIC pour les employées de maison. Elles doivent se contenter de 12F. par jour soit 360 F par mois pour les trois premiers mois, pour vivre. Il y a environ 800 000 employées de maison en France.

# APRES LE PATRONAT, L'ETAT FAIT APPEL AUX MEDECINS - FLICS

REPRODUCTION CFTD

Le Ministre de l'Equipeement

à

Monsieur le Secrétaire d'Etat  
auprès du Premier Ministre  
(fonction publique)  
Direction générale de l'Administration  
et de la fonction publique

OBJET: CONTRE-VISITES MEDICALES DES PERSONNELS  
NON TITULAIRES DE L'ETAT

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la demande de directives qui m'a été présentée par certains de mes services en ce qui concerne la possibilité pour l'administration de faire procéder à la contre-visite médicale des agents non titulaires en congé de maladie. En effet, ceux-ci ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 18 du décret n° 59-310 du 14 février 1959 et relèvent, par ailleurs, du contrôle médical de la sécurité sociale du fait de leur affiliation au régime général.

Pour ma part, j'estime que l'Administration, dès lors qu'elle verse aux intéressés, en sus des prestations en espèces qu'ils reçoivent de la sécurité sociale, un complément de rémunération, peut faire appel à un médecin assermenté pour vérifier le bien fondé des demandes de congé de maladie qui lui sont présentées par des agents non titulaires.

Ce n'est en effet que dans l'hypothèse que les médecins auxquels il est fait appel sont choisis sur une liste établie par le préfet sur proposition du directeur départemental de la santé, après avis du conseil départemental de l'ordre des médecins et du syndicat départemental des médecins : ils ne peuvent donc être soupçonnés de partialité...

Cela étant, il va de soit qu'en cas de désaccord entre le médecin contrôleur de la sécurité sociale et le médecin de l'Administration, la fixation par ce dernier d'une date anticipée de reprise ne saurait avoir d'incidence que sur le maintien du complément de rémunération versé à l'agent.

Toutefois, compte-rendu de la position adoptée en la matière par les organisations éventuelles ne peuvent relever que du contrôle médical de la sécurité sociale, je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître votre manière de voir sur ce problème.

Pour le Ministre et par délégation  
Pour le Directeur du Personnel  
Et de l'Organisation  
des Services, empêché  
l'Administrateur Civil  
chargé de la Sous-Direction  
de la Règlementation et des Statuts

Signé : Maurice GARRIGUES

9

Conséquence de cette directive, elle offre à l'administration, le pouvoir d'appel à un médecin assermenté (choisi sur une liste établie par préfet sur proposition du directeur départemental de la Santé, après avis du Conseil départemental de l'ordre des médecins). Et où est passé l'indépendance de prescription des médecins ?

Les pouvoirs publics, émanation du système capitaliste et de toute façon enerrés dans la logique du développement capitaliste, ne sauraient imposer aux couches dominantes une politique de transferts sociaux à la mesure d'une véritable solidarité nationale.

C'est ainsi qu'ils ne peuvent mettre en oeuvre une politique de la Santé, ni demander au budget de l'état un effort que nécessite l'équipement sanitaire et social du pays ; est mise en péril la sécurité sociale et une médecine de riche se développe.

Au lieu d'intensifier l'action préventive face aux maladies, l'administration a choisi la perquisition médicale.

L'administration utilisera donc la contre-visite pour faire pression sur les agents et les amener à reprendre le travail le plus vite possible. Craignant de voir leurs indemnités supprimées, les agents s'abstiendront de s'arrêter de travailler pour raison de maladie. Le droit à la santé est, pour les travailleurs, une revendication primordiale. On ne peut laisser se développer une telle atteinte au droit des agents.

Après le patronnat, l'Etat essaie lui aussi, de limiter un droit fondamental des travailleurs : le droit à la Santé.

Correspondance APL

PSS :: conférer les articles antérieurs sur ce sujet.

## PAGE SPECIALE PAYSANS-TRAVAILLEURS

### RAPPEL :

Prochain Collectif Départemental

Mercredi 25 Fevrier 20h30

9-10 rue des Hauts - Pavés

NOTE SUR LA COUVERTURE : NOTRE DESSINATEUR A CONFONDU  
PAR ERREUR VEAUX et COCHONS. L'APL LUI OFFRE UN STAGE  
EN MILIEU RURAL (si on lui trouve une place!)

# REFLEXIONS SUR LA LIGNE POLITIQUE DU MOUVEMENT PAYSANS-TRAVAILLEURS

Note APL : ce texte s'inscrit dans le cadre de l'article de la semaine dernière en théorisant davantage les problèmes...

Les difficultés grandissantes au sein du mouvement P.T. (échec de certaines luttes, difficulté d'organisation, blocage des discussions politiques, isolement des militants et des groupes sur le terrain...) ne sont pas le fait du hasard, encore moins les conséquences de l'attitude de certains militants qui seraient responsables de tous les maux.

Elles sont la conséquence inéluctable de la ligne politique dominante au sein de P.T. Cette ligne apparaît, en effet, de plus en plus clairement comme une ligne privilégiant la défense d'une couche de paysans modernisés ; et l'utilisation d'un langage de gauche ou gauchiste, ne peut camoufler sa nature petite bourgeoise.

Il ne s'agit pas d'une affirmation gratuite, plusieurs aspects de cette ligne politique permettent de la mettre en évidence.

Cette analyse a été utilisée dans le mouvement paysan surtout à partir de 1968, pour mettre en évidence le rôle des firmes agro-alimentaires dans le prélèvement de sur-travail sur le dos des paysans de découvrir le mécanisme de leur exploitation par le capital. Elle devient mystificatrice, quand elle est utilisée :

- comme base de l'analyse de classe de la paysannerie (cf plateforme des journées d'étude P.T. de Rennes et autres textes.)
- comme justificatif d'un syndicalisme de classe des paysans contre les firmes et les propriétaires fonciers.

(I) Remarque : Un certain nombre de militants qui ont été les fervents défenseurs de la "prolétarisation" des paysans, remettent actuellement en cause le terme de "prolétarisation". Mais, ils gardent les mêmes illusions sur le statut des paysans et les perspectives d'alliance ouvriers-paysans. Ainsi, ils disent ou écrivent :

- Le paysan se retrouve dans une dépendance vis à vis des firmes comparables à celle d'un salarié.
- Le prix des produits (prix de revient) doit garantir aux paysans le même revenu minimum qu'aux ouvriers.
- La propriété des moyens de production est considérée comme "formelle", le statut social du paysan est donc de même nature que celui de l'ouvrier, seuls changent les aspects extérieurs.
- Le combat de la paysannerie (traditionnelle et équipée) doit rejoindre la lutte anticapitaliste de la classe ouvrière.

Dans le texte, pour plus de facilité, nous avons conservé le terme de "prolétarisation" pour regrouper l'ensemble de ces analyses.

Poussée à l'extrême, cette analyse erronée est devenue un moyen habile pour camoufler la nature petite bourgeoise des paysans et tout particulièrement des paysans moyens endettés dits "prolétarisés". En évitant un effort de réflexion sur la situation de classe des paysans, elle permet en effet de calquer facilement les revendications ouvrières pour donner un caractère progressiste et assimiler la lutte des paysans à celle de la classe ouvrière :

.../...

# LUTTES PAYSANNES

(11)

- Revendiquer un salaire, un revenu pour le travail, mais éviter de réfléchir sur le processus de capitalisation forcée engagée par les paysans modernisés et tout particulièrement les P.T.
- Revendiquer le droit au travail et à l'emploi pour installer un paysan individuellement, mais oublier d'expliquer les problèmes posés par les emprunts indispensables pour acquérir un outil de travail.

L'alliance proposée aux petits paysans par les P.T. masque souvent un grand nombre d'ambigüités :

- Elle correspond pour certains à une attitude paternaliste, proche de celle des missionnaires qui allaient vers les plus pauvres. Il s'agit plus dans les faits d'actions ponctuelles que d'une alliance entre diverses couches de la paysannerie sur des intérêts mutuels.
- La défense des petits paysans sur des bases aussi floues peut aussi être un moyen pour les paysans modernisés d'espérer "s'en sortir" tant que des paysans plus petits qu'eux subsisteront (cette alliance étant expliquée par l'estimation sommaire que le revenu disponible des petits paysans est plus élevé que le leur).

Les perspectives offertes aux gros paysans, par l'interdiction des cumuls, la lutte contre les primes, l'établissement d'un quantum, sont des moyens qui, en fait, consolident la nature des exploitations dites familiales, mais ne sont pas bien gênantes pour le capital.

Dans notre "société libérale avancée", ces propositions permettent de lutter contre certaines inégalités de revenu, mais en aucune façon, de s'opposer au processus constant d'intensification du travail paysan.

Parallèlement, les difficultés d'une réflexion et d'un travail syndical et politique avec les salariés agricoles (II) s'expliquent en partie par le refus d'analyser la place actuelle des salariés agricoles et leur rôle dans une transformation révolutionnaire de l'agriculture. Comme le dit clairement un ouvrier agricole interviewé dans un récent n° de Vent d'Ouest, le statut des paysans est radicalement différent.

L'objet n'est pas de sous-estimer l'importance de ces types de lutte (prix de revient, cumul, installation d'un jeune, primes etc...), mais de dénoncer vigoureusement l'ambigüité politique des mots d'ordre, quand ils sont présentés avec le langage des salariés, soi-disant pour faciliter la liaison avec la classe ouvrière, et ainsi masquer la nature petite bourgeoise des paysans. Ce terme n'est nullement péjoratif, il définit simplement la situation économique et idéologique du paysan dans le processus de production : il demeure un petit producteur individuel.

L'analyse de la situation des différentes couches de la paysannerie mériterait d'être largement approfondie, mais pour la clarté du texte, il est important de préciser quelques points.

Sous la dépendance croissante du capital industriel et commercial (les firmes agro-alimentaires) pour l'achat et la vente de ses produits, et du capital financier (le crédit agricole) pour le financement de ses outils de production, le paysan est conduit à intensifier son travail. Cette course à la productivité, par des investissements de plus en plus coûteux, s'effectue dans le cadre d'exploitation individuelles où le paysan apporte son travail (et celui de sa famille) et effectue des échanges marchands par millions de francs.

(II) Ce travail se réalise beaucoup plus facilement avec les techniciens des multiples organisations agricoles, sans doute du fait des nombreux contacts qu'ils établissent avec les paysans, mais aussi du fait de leur statut social de petit bourgeois.

.../...

L'appropriation individuelle des outils de production, et aussi bien souvent du foncier (III), par les paysans n'est pas un "cadeau fictif" de la bourgeoisie. Elle est le moyen mis en place par le capitalisme pour obtenir des produits agricoles au plus bas prix possible. Il conduit les paysans, d'une part à fournir une quantité de travail quelquefois plus importante que des ouvriers, d'autre part, à acquérir un capital très important, enfin, à accepter un prix des produits agricoles permettant tout juste un prélèvement pour la famille et surtout pas (ou exceptionnellement) un taux de profit moyen pour le capital investi. En d'autres termes, pour obtenir un revenu, les paysans ne se contentent pas de travailler dur, ils doivent gérer un capital (avec les contraintes que cela représente) sans en espérer un profit.

La restructuration de l'agriculture par le capitalisme, organisée par la politique agricole discutée par le pouvoir et les organisations agricoles, se manifeste par une pression accrue des firmes et des banques sur le revenu et les conditions de travail des paysans. Elle conduit à l'élimination continue et régulière d'un grand nombre de petits et moyens paysans qui sont voués à la prolétarianisation en usine et à l'intensification croissante de la production dans un nombre toujours plus limité, d'exploitations agricoles familiales dont certaines avec des salariés, et quelques entreprises capitalistes dans certaines productions.

A la différence des ouvriers, qui vendent leur force de travail au capital, les paysans vendent des produits où ils ont incorporé un certain temps de travail. Le prix de vente de ces produits (souvent au dessous de leur valeur) est utilisé par les paysans, d'abord pour payer les produits qu'ils achètent pour produire, ensuite financer une capitalisation forcée (terre, bâtiment, cheptel etc) et seulement en fin assurer un prélèvement pour les besoins de la famille.

La situation sociale en accord avec l'idéologie bourgeoise dominante :

- la réussite par le travail, la compétence, la technicité.
- Une conception et une valorisation différente du travail des hommes et des femmes.
- Le caractère quasi-sacré de la propriété du sol.
- La conception de l'héritage, le fils de paysan a le droit de cultiver la terre, le fils d'ouvrier, il passera après...

Sur le plan politique, les paysans manifestent une hostilité latente (et parfois active) à l'encontre de la classe ouvrière. Il est évident que les paysans cherchent constamment une amélioration de leur revenu et de leurs conditions de travail, ce qui les conduit à lutter (ou à marchander) contre la bourgeoisie et son pouvoir d'état. Mais il faut bien comprendre que les paysans, même ceux qui ont le revenu le plus bas, ne souhaitent nullement une modification radicale de leur situation de petit producteur indépendant.

Vouloir masquer les contradictions réelles entre les paysans et la classe ouvrière, comme le font souvent les dirigeants P.T. ne peut que rendre plus difficiles les possibilités d'alliance objective. C'est en effet demander aux ouvriers de soutenir en priorité les luttes des paysans sur des revendications de défense de leur statut de producteur individuel.

.../...

(III) L'achat de la terre renouvelé à chaque génération, assure le transfert de la rente foncière vers d'autres secteurs de l'économie (par les soultes) et oblige les paysans à en assurer le financement par un sur-travail important. Peut-on dire pour autant qu'un fermier est dans la même situation qu'un propriétaire et qu'il aura les mêmes réactions ?

Par exemple : dans le n° de l'APL Ouest (n° 114) faisant le compte-rendu de l'action de soutien à la famille Pellerin de Mésanger. Le texte affirme "le droit au travail" pour installer la famille Pellerin sur une exploitation individuelle. Mais en énumérant les possibilités de travail, il est écrit très clairement au sujet d'une possibilité "la seule chose que nous avons pu obtenir, c'est qu'il propose à la famille Pellerin d'être salarié." Les patrons n'expriment pas autrement leur mépris : "ce n'est qu'un ouvrier !"

La liaison ouvriers-paysans est certes un des aspects essentiels de la lutte révolutionnaire, mais cette alliance n'est pas immédiate et naturelle. Il est nécessaire pour la classe ouvrière, dans sa lutte contre la bourgeoisie et son appareil d'état d'obtenir le soutien ou tout au moins la neutralité des petits et moyens paysans. (La situation au Portugal nous le montre très clairement, car le problème n'est pas l'attitude bienveillante de quelques militants, mais bien celui de la majorité des paysans).

## EN DONNANT LA PRIORITE A LA CONSTRUCTION D'UN SYNDICALISME DE MASSE, LE MOUVEMENT PAYSAN-TRAVAILLEUR BLOQUE LE DEBAT POLITIQUE CHEZ LES MILITANTS PAYSANS

Le choix effectuée par un grand nombre de groupes de faire du mouvement P.T. un syndicalisme de classe ne doit pas faire illusion ; car dans les faits, il ne peut s'agir que de défendre les petits et surtout les moyens paysans en tant que producteurs individuels ; et si P.T. est un syndicat de petits et moyens paysans représentant les intérêts de certaines couches de la petite bourgeoisie agricole.

Il n'est pas pour nous question de jouer sur les mots, mais de regarder les choses en face. La défense économique des paysans tant en face des firmes, des propriétaires fonciers, du crédit que de l'état, restera la défense de producteurs individuels propriétaires de leurs moyens de production. Le langage sera différent, plus à gauche que dans les organisations agricoles ; les méthodes de lutte et les revendications changeront, mais la réalité sociale, elle, restera identique.

Dès son origine (congrès de Blois), le mouvement P.T. a cherché à mettre en avant des revendications économiques (prix de revient face aux entrées, plus juste répartition des terres, un autre type de croissance économique, etc...) permettant de dénoncer le "capitalisme qui nous exploite" (cf l'affiche du Larzac). Le souci principal et presque exclusif pour les groupes était alors de s'affirmer par des luttes exemplaires et une organisation autonome.

Ce type de lutte "anti-capitaliste" devait permettre aux paysans de prendre conscience de leur situation de travailleurs exploités (comme les ouvriers) de rejoindre l'organisation P.T. et ainsi de sortir des organisations corporatistes et traditionnellement unitaires du monde paysan.

Derrière les grandes déclarations "s'unir et s'organiser", des journées de Rennes, dans les faits la priorité a été mise sur l'organisation comme moyen d'unification. Il semble alors que tout se résume à des problèmes techniques sur la tactique de construction d'une organisation nationale avec son journal et ses dirigeants. (ce qui correspond à un choix politique en tant que tel). Cette situation n'est pas le fait de quelques individus, elle est liée à la pratique même du mouvement P.T. Les problèmes d'organisation étant prioritaires, les débats politiques étant souvent présentés comme des problèmes techniques d'organisation, il est inéluctable que les contradictions, les clivages politiques qui apparaissent au sein du mouvement se résument à : "on dit que... , il a fait ça parce qu'il est dans tel groupe..., il n'est pas d'accord avec telle décision parce qu'il est contre l'organisation P.T. en syndicat...".

Il n'était plus question de réfléchir à la situation concrète des différentes couches de paysans, à la place des paysans dans le mouvement révolutionnaire, à l'alliance avec la classe ouvrière, ces problèmes étaient du domaine des organisations politiques. Pour beaucoup de militants, le fait d'être militant P.T. a souvent contribué à un désengagement politique, pour d'autres qui souhaitaient participer au débat la seule perspective devenait de rejoindre tel ou tel groupe politique.

Cette situation s'explique à notre avis par 2 aspects complémentaires de la ligne développée par les dirigeants de P.T.

- a) L'amalgame fréquent entre lutte économique radicalisée et lutte révolutionnaire ; il suffit de mener des luttes dures, de dénoncer le patron ou l'industriel pour permettre une prise de conscience politique (cf la grève du lait en Bretagne).
- b) La division traditionnelle entre syndicat et parti : aux syndicats les luttes économiques, aux ~~partis~~ la lutte politique.

La division de la vie en tranches successives, d'un côté il y a les problèmes économiques pour les syndicats, de l'autre les problèmes politiques pour les partis ou les embryons de groupes et enfin les problèmes idéologiques (famille, religion, travail etc...) qui restent du domaine individuel de chacun. Accepter cette division en tranche, n'est-ce pas accepter les divisions créées et renforcées constamment par le système capitaliste et marchand.

La priorité étant mise sur les revendications syndicales radicalisées et non sur le débat politique, il est facile de comprendre pourquoi, il ne pouvait pas avoir lieu.

#### LA PRATIQUE GROUPUSCULAIRE A CONDUIT A L'ISOLEMENT DU MOUVEMENT ET DE SES MILITANTS

Quelques réflexions.

Il est difficile de l'expliquer, mais il faut bien constater que la pratique politique issue de la petite bourgeoisie intellectuelle a profondément marqué les militants paysans. Elle a souvent conduit à isoler les militants paysans des autres paysans pour privilégier les relations avec les étudiants et les intellectuels de tous poils. Mais elle a aussi conforté de nombreux militants dans leur hostilité et leur réticence au travail théorique. (On est des travailleurs conc on a la vérité par notre pratique). Cette boutade suffisait et suffit encore pour éviter d'une part, d'analyser concrètement sa propre situation et celle des paysans du coin, d'autre part, d'engager une réelle discussion sur la ligne politique des différents groupes.

Un des problèmes principaux était de se démarquer des autres organisations de peur de la récupération, et de s'affirmer P.T. par rapport à ceux qui ne l'était pas. On comprend alors un isolement croissant d'abord sur le terrain, ensuite au niveau organisationnel. La diminution de la base de soutien conduit à accroître la répression dans de fortes proportions (Vigne-marou, Morvan etc).

Le bilan de cette pratique reste à faire ; mais il est important d'analyser en quoi cette perspective relègue au second plan le débat politique au sein du mouvement paysan.

Le problème posé à l'organisation P.T. était de s'affirmer en tant que mouvement représentant et défendant les paysans endettés et les petits paysans.

On peut aussi constater que la pratique groupusculaire a aussi souvent conforté une attitude volontariste : on a la vérité et il faut faire la révolution pour les autres. La tendance est donc de se retrouver avec des gens qui ont les mêmes avis pour mener des actions qui seront reconnues par les autres paysans et ouvriers comme défendant leurs intérêts plutôt que de se confronter à une réalité souvent complexe et hostile.

Il est difficile de préciser en quoi ce serait l'un ou l'autre facteur (l'analyse économique en terme de prolétarianisation, priorité à la lutte économique, ou pratique groupusculaire) qui pourrait expliquer seul la ligne politique actuelle du mouvement P.T.

Pour engager le débat politique au sein du mouvement, il paraît difficile d'isoler l'un ou l'autre aspect car la confrontation à la pratique les met en relief tous les trois.

.../...

## QUELQUES PERSPECTIVES POUR LES MILITANTS

Dans la situation actuelle, le travail prioritaire semble être un travail de bilan approfondi sur le développement du mouvement paysan depuis 5 ans ou 10 ans en Loire Atlantique.

Cette analyse concrète de la situation doit être un moyen privilégié de formation politique, car la théorie marxiste n'est pas un outil pour intellectuels discutant en chambre, mais une arme aux mains des militants pour comprendre une situation concrète et la transformer.

Engager un débat sur l'avenir de P.T. ne peut guère avoir de signification sans une analyse précise de son histoire jusqu'ici. Que certains décident que le seul avenir de P.T. doive être syndical et s'organisent pour mettre en place service juridique et fiscal ne fera guère avancer le mouvement révolutionnaire paysan.

Il paraît peut-être naïf de poser des questions aussi simples à partir de la pratique quotidienne :

- Qui sont les paysans ?
- Quelles sont les revendications suivant les différentes couches ?
- Quelle peut être leur place dans un processus révolutionnaire ?
- Quelle base d'alliance avec la classe ouvrière ?

Elles paraissent pourtant parmi les plus importantes et ne peuvent être résolues par quelques formules lapidaires.

Un technicien agricole et des militants P.T.  
Derval, Blain, St Gildas des Bois, Couëron.

\* "Petit bourgeois" utilisé pour montrer la différence avec les ouvriers, ce terme peut être ambigu, car il n'est pas possible de faire un amalgame de toute la petite bourgeoisie des cadres, des fonctionnaires, et des commerçants. Il faut bien préciser la nature spécifique de la situation des paysans, des différentes couches de paysans (et pas seulement se contenter de parler de petits, moyens et gros paysans).

## EPINAL : ILS ONT TUÉ ...

Pendant la manifestation de la FDSEA (Fédérations des Syndicats Exploitants Agricole) du 17 février 1976 pour les prix agricoles de Bruxelles, à EPINAL, les CRS (Compagnie Républicaine de sécurité, nous affirme-t-on...) chargent devant la Préfecture: deux responsables syndicaux sont blessés. L'un d'eux, Michel BOYE est mort le samedi 21 à l'hôpital de Nancy, à la suite de COUPS DE MATRAQUE A LA TEMPE, QU'IL A RECU !!!...

## Aliments à VERRIER, aliments AVARIES

## SOUTENONS LES ELEVEURS

Depuis quelques années des éleveurs de veaux se sont regroupés dans différents comités de défense, à la suite de problèmes, de mauvaises poudres de lait, qui ont entraîné dans de nombreux élevages des pertes importantes.

L'an dernier, l'affaire MAMALLOR, où les éleveurs regroupés ont tous été indemnisés.

Depuis l'affaire LACTIO.

Nous nous retrouvons de plus en plus nombreux, et au départ, dispersés dans la campagne, nous commençons à nous regrouper, prendre en main la responsabilité du fabricant.

Ce sont maintenant les éleveurs travaillant avec NECTALIN NECTAVIT qui sont acculés par VERRIER, fabricant à REMALAR dans l'ORNE, et à CHALLANS en VENDEE à des situations catastrophiques.

## LES ELEVEURS S'ORGANISENT

Ces éleveurs se sont regroupés en un COMITE DE DEFENSE NECTALIN NECTAVIT ; ils réclament :

- l'annulation des dettes et poursuites en cours à cause des veaux de boucherie.
- le paiement des indemnisations pour les pertes excessives causées par les aliments avariés.
- la rémunération normale de leur travail.
- le droit au travail.

Pour sauvegarder leurs profits, certains fabricants d'aliments de bétail n'hésitent pas à exploiter les éleveurs et à les entraîner jusqu'à la perte de leur salaire et de leur outil de travail (faillite, saisie).

VERRIER, lui-même, reconnaît la mauvaise qualité de sa poudre, dans une lettre à son avocat :

" L'absorption de cet aliment a entraîné une diarrhée, nous avons aussitôt remplacé cet aliment par une autre fabrication, et la diarrhée s'est arrêtée. Il est certain que l'éleveur n'aurait pas dû distribuer cet aliment veau, car la défectuosité pouvait être facilement constatée lors de la dilution de la poudre de lait dans l'eau, ce qui constituait certainement une négligence de l'éleveur.... "

EST-IL NORMAL QUE LES PAYSANS TRAVAILLENT POUR RIEN ET PERDENT DE L'ARGENT ? CE QUE NOUS VOULONS, C'EST NOTRE SALAIRE

En ce sens, nous demandons, pour garantir le paiement de notre travail, un contrat de production avec un prix garanti.

Nous étions 80 à REMARARD le 8 décembre, pour obtenir le paiement du salaire des éleveurs. VERRIER a proposé un arbitre en s'engageant à payer les éleveurs dans un délai de 15 jours après le dépôt du rapport. De plus, il s'engageait à arrêter les poursuites contre les éleveurs, à faire lever les saisies, et les warrant... Le rapport est déposé depuis 3 semaines, mais VERRIER refuse tout en bloc et menace de fermer son usine et de mettre tous les ouvriers au chômage, CHOSE QUE LES PAYSANS NE TOLERERONT PAS.

C'est du chantage. VERRIER peut payer sans fermer son usine. Il y a ce qu'il faut : 400 boeufs, des hectares au soleil, des chevaux de course, des veaux, des porcs, des immeubles...

# LUTTES PAYSANNES

17

- VERRIER DOIT PAYER DES SALAIRES NORMAUX AUX OUVRIERS
- VERRIER DOIT DONNER AUX PAYSANS DES MOYENS DE TRAVAILLER
- OUVRIERS PAYSANS, NOUS AVONS LE MEME PATRON, NOUS DEVONS ETRE SOLIDAIRES
- Nous devons tout faire pour que LES ELEVEURS GAGNENT...

COMITE DE DEFENSE NECTAVIT  
PAYSANS-TRAVAILLEURS Mayennene, Ille et Vilaine  
Orne, Maine et Loire, Vendée, Loire Atlantique,  
Morbihan...

Manifestation à 13 H , gare de CHALLANS (lieu de rassemblement) VENDEE  
MERCREDI 25 FEVRIER  
Manif à REMARLARD (Orne) le même jour.

## ERDRE

### « ERDRE POUR TOUS » POUR UNE REPRISE DE L'ACTION ...

L'année 1975 a été fertile au niveau de la lutte pour l'accès aux rives de l'ERDRE. Le comité d'accès aux bords de l'ERDRE (CABE) se propose de continuer, cette année, l'Information et l'Action, entreprises depuis maintenant des années.

Nous envisageons d'organiser une spectaculaire manifestation populaire ( cela ne sera pas triste !! ), pour le Samedi 1er Mai 76 ( retenez déjà cette date!! ).

Le symbole de la fête du travail ne trouverait-il pas son sens aussi dans une grande fête sur les bords de l'ERDRE, dont les travailleurs sont privés?...

Il nous a semblé important que le maximum de personnes intéressées par cette lutte, puisse se retrouver le

MARDI 24 FEVRIER 1976 à 20 heures 30.  
CENTRE AERE, CHEMIN DES NOIERIES,  
44240 - LA CHAPELLE SUR ERDRE -

Associations soutenant la lutte du Comité, et individuels,  
TOUS, VOTRE PRESENCE EST INDISPENSABLE !!

LE CABE.

Correspondance APL.



COMITE NANTAIS DE SOUTIEN AUX SOLDATS ET MILITANTS INCULPES

# APRES LA MARCHE SUR PARIS

Dans son numéro 128, l'APL fait un compte-rendu du meeting (mercredi 11 février) du "comité nantais pour ...", ainsi que de la Marche nationale sur Paris, qui nous a semblé un peu rapide et très peu "militant". Nous tenons donc à publier notre propre bilan de ces initiatives.

oooooooooooooooooooooooooooo

En organisant un meeting, et à travers la campagne de préparation, nous entendions apparaître sur la scène politique locale, et donner une nouvelle ampleur à la campagne de sensibilisation large que nous menons, pour la libération des derniers emprisonnés, pour l'arrêt des poursuites, pour l'abolition de CSE et pour que le droit d'expression et d'association dans les casernes soient reconnus.

Sans faire de triomphalisme béat (nous n'avons pas brisé l'isolement dans lequel nous enferment les exclusives de l'UG à notre égard, ainsi que le peu de "spectaculaire" de la répression), nous pouvons nous affirmer satisfaits de ce meeting : la participation assez nombreuse (300, 350), plutôt jeune, très "motivée" (en témoignent l'attention soutenue dont les orateurs ont été l'objet, et aussi la participation financière exceptionnelle, bien qu'hélas ! largement insuffisante !) le nombre important d'inscriptions pour la marche sur Paris (nous étions plus de 100 à partir de Nantes...) sont autant de preuves que ce meeting a été un succès.

La Marche sur Paris a été à l'image de ce meeting. Nous avons manifesté à 15 ou 20 000 - une manif dynamique malgré la longueur ; de nombreux cortèges de comités de province, des cortèges de soutien syndical (CFDT) en tant que telles... Là aussi, bien sûr, nous n'avons pu sortir vraiment de l'isolement que nous subissons, nous n'avons pu vaincre la retombée de la mobilisation : la campagne de répression du pouvoir se fait feutrée, les exclusives de l'UG restent.

Mais par cette manifestation, nous avons pu montrer que nous étions une force déterminée avec qui il fallait compter. Les mots d'ordre reflétaient cette détermination : détermination à libérer nos camarades, à obtenir l'arrêt des poursuites, l'abolition de la CSE et des juridictions d'exception, le droit d'association pour les appelés. Nous avons affirmé avec force la solidarité qui unit les appelés à la classe ouvrière, "Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur !"

Nous devons maintenant continuer et amplifier notre campagne : notre meeting, la marche sur Paris ne sont qu'un début !

Des camarades restent en prison. Tous les soldats libérés par Gallut sont dans des taules militaires. Les perquisitions et interrogatoires continuent. Cinquante trois camarades restent inculpés.

Nous devons tout faire pour obtenir la libération des emprisonnés, l'arrêt des poursuites.

Nous devons exiger l'abolition de la CSE, et le droit d'expression et d'association pour les appelés.

La campagne de signatures de la pétition nationale doit s'amplifier ! Signez la, faites la signer ! Il nous faut 1 million de signatures !

D'autre part, le comité nantais envisage de nouvelles initiatives (un gala ?) pour susciter un vaste courant de solidarité avec les inculpés, qui seul, pourra faire reculer le pouvoir et son valet Gallut.

Aidez nous ! Participez à nos activités !

.../...

Aidez-nous ! Souscrivez ! Nous avons eu des frais importants pour préparer le meeting et la marche sur Paris : nous avons un déficit que nous devons combler ; nous avons besoin de fric pour continuer !

Envoyez 5, 10 F à ..... (l'APL qui transmettra !)

Prochaine réunion : Mercredi 25 Février Fraternité Protestante, rue A. Duchaffault

COMITÉ NANTAIS DE SOUTIEN AUX SOLDATS ET MILITANTS INCULPÉS

Comité étudiant : réunion Mercredi 25 Février 10h30 Hall de lettres

## PSYCHIATRES et MILITAIRES

### MEME ROLE, MEME COMBAT !

Après l'arrestation au Temple Protestant, la nuit à Lafayette, le passage au quartier Foch, à Rennes, puis à l'infirmerie où ils refusent de collaborer avec l'Armée, les 3 insoumis sont amenés à l'hôpital militaire pour l'examen psychiatrique. REFUSER L'ARMÉE, ils ne doivent pas être clair ...pour être opposant, faut être F O U !!!!

Le psychiatre, scientifique aseptisé, va pouvoir examiner ces drôles de gens. Déclaration d'identité, adresse, profession, antécédents familiaux, puis ... rien: "NOUS NE COLLABORERONS PAS A L'EXAMEN PSYCHIATRIQUE" - Alors questions et silence, re-questions et re-silence, et le psychiatre épie les réactions et la "présentation et le contact étant suffisant", il en sort ce beau rapport:

"-CONDUITE D'OPPOSITION NE PARAÎSSANT PAS EN RELATION AVEC DES TROUBLES PSYCHOPATHIQUES ÉVOLUTIFS MAIS CONDUITE AYANT VALEUR DE PASSAGE A L'ACTE, SOUS-TENDANT UNE STRUCTURE PSYCHOPATHIQUE AVEC RÉACTIVITÉ PARANOÏAQUE, CE PASSAGE A L'ACTE PARAÎT PRÉSUMER D'AUTRES RÉACTIONS DU MÊME TYPE. SUJET ÉLIMINER AU TITRE DE L'HYGIÈNE MENTALE, AFIN DE PRÉSERVER LA COLLECTIVITÉ MILITAIRE (sic). LES TROUBLES LAISSENT A NOTRE AVIS LA RESPONSABILITÉ ENTIÈRE DU SUJET EN CE QUI CONCERNE D'ÉVENTUELS ACTES MÉDICAUX-LEGAUX, AU NIVEAU INSTITUTIONNEL. EN CONSÉQUENCE, ESTIMONS PERSONNALITÉ PSYCHOPATHIQUE A CLASSER "P5".

Comme quoi les psychiatres et les militaires font le même boulot: enfermer les réfractaires en taule ou dans une maladie.

Par ailleurs J.P. ANDRÉ, Christophe MABIT, et Philippe PERREIN passeront devant le Tribunal Permanent des Forces Armées le vendredi 5 mars à 14 heures.

Pour participer au soutien et à l'information, une réunion aura lieu le jeudi 26 février au CSOS 57 rue des Hauts-Pavés à Nantes à 20H30.

Les individus et les organisations sont appelés à y prendre part activement.

La campagne de renvoi des livrets militaires se poursuit et point se fera jeudi soir.

Enfin les pétitions parues dans l'APL (Agence de Presse Libération) continuent à être signées et nous demandons aux individus et organisations de les renvoyer dans les plus brefs délais.

GROUPE INSOUMISSION TOTALE

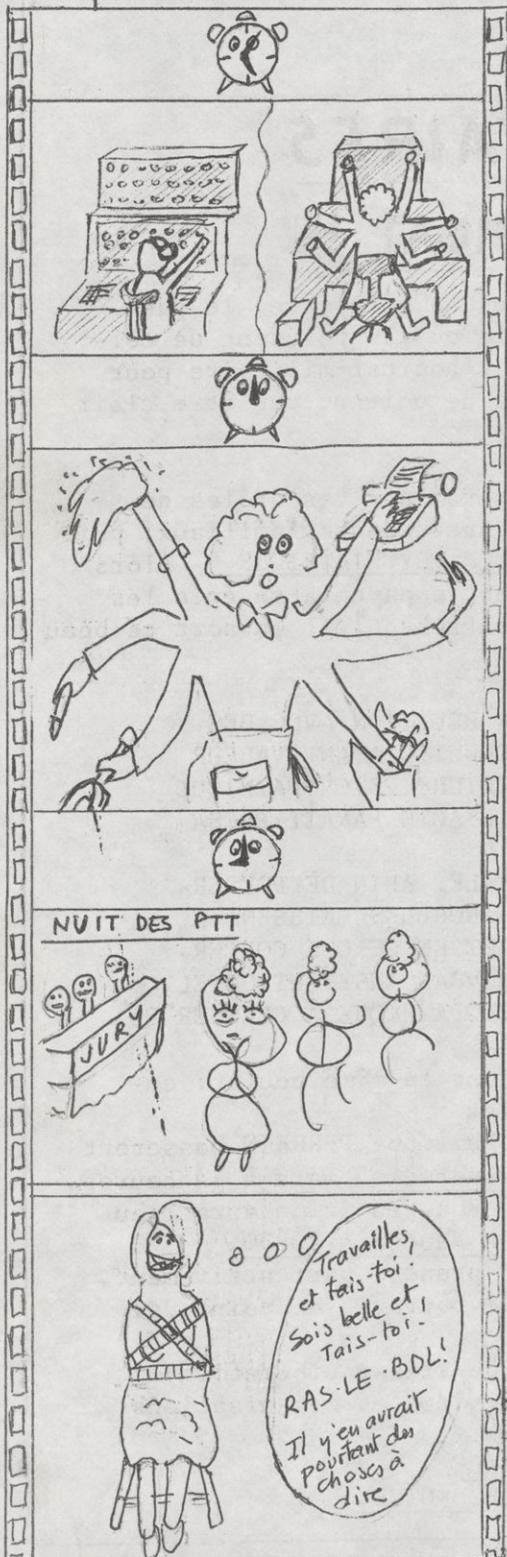
INSOUMISSION COLLECTIVE - INTERNATIONALE NANTES.

## AUX PTT, LES FEMMES S'ORGANISENT...

Tous les ans, le comité des fêtes organise la nuit des PTT, au cours de laquelle, a lieu l'élection d'une reine et de deux demoiselles d'honneur.

Le groupe "Femmes des PTT" a donc décidé de diffuser un tract afin de dénoncer et d'expliquer l'oppression des femmes à travers l'élection d'une reine.

Dans l'ensemble, le tract a été bien perçu par les "Femmes des PTT" (entre autre sur les sept filles qui se présentaient à l'élection, trois se sont désistées à la suite du tract).



## REINE D'UN JOUR... ESCLAVE DE TOUJOURS!!!

### POURQUOI CE TRACT ?

Parcequ nous refusons le rôle qu'on nous fait jouer depuis si longtemps, de "femme belle", de "femme-tableau".

Pour les "NUIT DES PTT" le comité des fêtes tient beaucoup à cette tradition : "un amusé-gueule de premier choix".

Cela nous le refusons :

Comme nous refusons que l'on ne retienne à notre égard, le seul critère de la beauté.

Ce critère qui nous enferme dans des normes bien définies :

... la minceur, l'élégance, le charme, ... et le chignon bouclé!!

Parrallèlement, c'est à nous qu'on refuse tout le jour, la possibilité de vivre une vie d'individu, en nous réservant uniquement les rôles de ménagères et de travailleuses surexploitées.

En nous reconnaissant qu'un seul droit : celui d'être belle!!...

Cela, nous le refusons aussi :

Nous voulons le droit d'être acceptées telles que nous sommes :  
... blondes ou brunes, minces ou rondes...

Nous voulons le droit d'être acceptées avec notre personnalité propre :

... ni passives ni soumises...

... et non pas la femme-type :

Jeune-femme, affectueuse, 20-25 ans, blonde, douce, élégante, soumise, aimant vie familiale.

Ce tract a été fait collectivement.

Nous, le "GROUPE FEMMES PTT", regrettons de ne pouvoir l'assumer jusqu'au bout, en n'assurant pas sa distribution à cause de la "répression", et d'autres raisons, facilement compréhensibles (sarcasmes, réflexions désagréables, ...)

Ces pour ces différentes raisons que nous avons demandé à un autre groupe "Femmes", de le distribuer.

LE GROUPE FEMMES DES PTT.

TRACT DIFFUSE LES 13 et 17 FEVRIER A L'AGENCE COMMERCIALE ET A NANTES CHEQUES

Boxe Française.

LA BOXE FRANÇAISE, CE N'EST PAS LE PARADIS

On peut faire de la belle publicité Retro. Mais la tentative de justification théorique ne nous a pas convaincus.

La Boxe française ne reste qu'un sport de combat individuel, et dans la pratique, on y retrouve des motivations strictement personnelles qui n'ont rien à voir avec les intérêts "mystico-gauche-révolutiono-défensifs" dont se réclament certains adhérents de la B.F.

Les adhérents peuvent ainsi camoufler le culte de leur égocentrisme et de leur suffisance, déjouer leur agressivité (Tiens ! Il y a des Refoulés... ?) et sans s'en rendre compte les cultiver et les renforcer.

Ainsi, même des DIRIGEANTS (!), apparemment pleins de bonnes intentions, ont dû orienter leur club vers la Compétition qui consacre beaucoup plus les combats totaux destructeurs que d'autres combats spectaculaires (assaut par exemple).

Bref ! Les poings et les pieds restent un mode d'expression limité, et peut-être un jour, les militants et les mécontents sauront mettre ailleurs que dans les gants et les savates, les idées qui leur passent par la tête !

Un lecteur non pratiquant (Page non publicitaire)

QUOI DE PLUS CON QU'UN ETUDIANT? DEUX ETUDIANTS

A propos de la grève des loyers en Cité-U

Ceci est un mot d'humeur à la lecture de la rubrique "ECOLE", page 16 de l'APL numéro 128.

Braves étudiants (dont j'ai été):

- Votre matériel se pète. Tout seul ? Ne répondez pas tous à la fois.
- Vos piaules, à cause de la diminution du nombre de vos femmes-de-chambre, sont dégueu. Et alors ? Ça vous écorcherait les mains de balayer vous-mêmes "une piaule de 3m50 sur 2m50" ??
- Vous manquez de salles pour vos activités culturelles? Tant mieux, "sortez un peu de votre ghetto intellectuel, la culture est partout où on veut bien la chercher!!"
- On vous a parqué pour canaliser votre énergie, améliorer votre rendement, perfectionner les futurs cadres petits-moyens-et-grands qu'on vous destine à être; et tout ce que vous voulez, c'est améliorer la qualité du bercail!!

un lecteur

P.S. : Je sens bien que ma réaction est primaire, qu'il faudrait voir pourquoi, chers moutons, vous tenez tant à recrépir votre bergerie qui se délabre. Je n'ai pas le temps, alors à d'autres la plume!

.....



# QUEST-INFORMATION

# A.P.L.

C'EST  
QUOI?..

Un bulletin hebdomadaire diffusé à près de 800 exemplaires, lu et soutenu par différents groupes (écoles, usi-

nes, quartiers, objecteurs, paysans-travailleurs, etc...) se veut : "POUR UNE INFORMATION AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES".

L'APL résolument engagé pour la suppression du système capitaliste veut garder une large ouverture à tous les courants révolutionnaires et progressistes et pour cela refuse d'être lié à un groupe quelconque.

NOS REUNIONS SONT OUVERTES A TOUS, LE VENDREDI SOIR à 20 h 30 au 12 bis rue de l'Industrie (derrière la Librairie 71).

-o-o-o-

Librairie 71 - 29 rue Jean-Jaurès, Tél. 73.82.48.

Librairie Euzen - rue Jean-Jaurès

Librairie J.Vernes (près pl. du Commerce)

Café Surcouf - Morrhonnière

Café La Noé - Jonelière

R.U. Le Tertre - mardi midi

rue de Strasbourg, face à la Préfecture

~~Bellevue~~ Bellevue - Grande place (Self-Information)

ÇA SE VEND  
OÙ?..

Un trimestre 12 n° : 15f. soutien 20f.

Un semestre 24 n° : 30f. soutien 40f.

Un an 48 n° : 55f. soutien 70f.

Laissez votre ordre en blanc, et envoyez-le à la Librairie 71.

COMMENT  
S'ABONNER?..

## NOS BONNES ADRESSES ?..

- CSOC (Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience) - 57 rue des Hauts-Pavés.
- GIT (~~Groupe~~ Insoumission Totale) - Tous les jeudis de 20h à 22h. / même adresse
- FEMMES TRAVAILLEUSES EN LUTTE - Tous les Mercredi 20h Sillon de Bretagne
- CNT-AIT (~~Confédération Nationale~~ du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs) - 43 rue Félix Faure, Rezé. Permanence : tous les samedis de 15h à 18h.
- APF (Association Populaire Familiale) - 2 rue Lamoricière.
- GASPROM - 1 rue Léon Say, T. 74.65.59. Permanence vendredi 19-21h.
- CENTRE NANTES TIERS MONDE - 9 rue des Hauts-Pavés, dispose d'un montage audio-visuel sur le pétrole et le faim au Sahel.
- CABE (Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre) - Robert Chiron, la Vrière, La Chapelle/Erdre, dispose d'un montage sur le problème scandaleux des bords de l'Erdre. Sur la manif de 70, un film de 20mn. Une brochure de 120 p. sur les luttes menées depuis 6 ans.
- GSED-MFA - 2ème dimanche du mois à 10h. Café Modérno, quai Marcel Boissard. Trentemoult Tél. 75.52.83.
- CRIN - mercredi et vendredi, permanence de 17h à 19h rue de la Haute-Forêt (derrière le Restau-U).
- CAP (action prisonniers) - M. GERIN La Mocquelière 44800 St Herblain